



Comptes consolidés

1^{er} semestre 2003

Bilan consolidé actif

Montants en milliers d'euros	Note	Brut	Amort. et prov.	30 juin 2003	30 juin 2002	2002
Actif immobilisé						
• Immobilisations incorp.	1	1 556	1 356	201	153	230
• Ecart d'acquisition	1	4 183	2 554	1 629	1864	1820
• Immobilisations corporelles	2	14 411	9 808	4 603	6403	4 680
• Immobilisations financières	3	1 492	354	1 138	1029	2 220
Total actif immobilisé		21 641	14 071	7 571	9 449	8950
Actif circulant						
• Stocks et en-cours		3 963	1 056	2 907	4 743	5002
• Clients et comptes rattachés		10 592	2 621	7 971	9 776	9756
• Autres Créances		2 246		2 246	2 920	2207
• Valeurs mobilières						
• Disponibilités		3 206		3 206	3 679	2538
Total actif circulant		20 006	3 677	16 329	21 119	19502
Total actif		41 647	17 747	23 900	30 567	28452

Bilan consolidé passif

Montants en milliers d'euros	Note	30 juin 2003	30 juin 2002	2002
Capitaux propres				
• Capital	4	1 720	2 181	3734
• Réserves consolidées		-639	-699	-677
• Résultat de l'exercice		-3 561	-167	-1976
Capitaux propres/Part du Groupe	4	-2 480	1 315	1081
Intérêts minoritaires	4	82	114	114
Provisions pour risques et charges	5	2 112	1 914	1929
Dettes				
• Emprunts et dettes financières	6	6 229	8 065	6502
• Fournisseurs et comptes rattachés	7	12 138	13 513	12564
• Autres Dettes	8	5 818	5 646	6262
Total dettes		24 185	27 224	25328
Total passif		23 900	30 567	28452

Compte de résultat consolidé

Montants en milliers d'euros	Note	1 ^{er} sem. 2003	1 ^{er} sem. 2002	2002
Chiffre d'affaires net	9	27 709	32 795	65 246
• Autres produits d'exploitation	10	1 375	3 851	4 756
Total produits d'exploitation		29 084	36 646	70 003
• Achats consommés		16 462	20 859	37 739
• Autres achats externes		4 419	3 805	12 082
• Impôts et taxes		498	560	1 078
• Charges de personnel	11	7 000	7 452	13 548
• Participation des salariés				
• Autres charges d'exploitation		565	548	504
• Dotation amortissements et provisions		2 204	3 621	6 762
• Correction d'erreur	12	1 090		
Total charges d'exploitation		32 238	36 844	71 713
Résultat d'exploitation		-3 153	-199	-1 711
• Produits financiers	13	117	47	357
• Charges financières	13	330	349	876
Résultat financier		-213	-302	-518
Résultat courant		-3 366	-501	-2 229
• Produits exceptionnels	14	111	853	1 585
• Charges exceptionnelles	14	125	300	769
Résultat exceptionnel		-14	554	817
• Impôts sur les bénéfices	15	21	30	-48
• Dotation aux amortissements sur écarts acquisition		191	190	516
Résultat consolidé net		-3 593	-167	-1 976
• Part des minoritaires		-32		
• Part de la société mère		-3 561	-167	-1 976
• Résultat par action en euros		-1.45	-0.12	-0.80
• Résultat par action dilué en euros		-1.45	-0.12	-0.80

Tableau de variation des flux de trésorerie

	1er sem. 2003 K€	1er sem. 2002 K€	2002 K€
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	-3 593	-167	-1 976
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
amortissement des écarts d'acquisition	191	190	516
amortissements	1 195	1 437	1 951
Amortissements sur crédit bail			989
provisions (nettes)	-369	-1 480	-1 172
+ ou - values	-355	-362	-489
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	4 280	2 018	559
Autres titres immobilisés	579		-967
stocks	1 873	179	-520
clients	2 262	3 224	3 372
Dépôt de garantie du Factor	474	809	658
autres créances	-39	2 321	3 033
dettes fournisseurs	-426	-3 212	-4 161
dettes fiscales et sociales	-136	-1 293	-2 045
autres dettes	-308	-10	1 189
Flux net de trésorerie lié à l'activité	1 350	1 637	377
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
acquisitions d'immobilisations	-998	-837	-1 385
cessions d'immobilisations	589	739	1 271
Incidence des variations de périmètre			
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-409	-98	-114
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées			1 553
augmentation de capital en numéraire (nette des frais)			78
émissions d'emprunts	1 323		-58
remboursements d'emprunts	-621		-1 095
Remboursements d'emprunts en crédit bail	-480	-533	
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	222	-533	478
Variation de trésorerie	1 163	1 006	741
Trésorerie d'ouverture	1 086	345	345
Trésorerie de clôture	2 249	1 351	1 086
Variation de trésorerie	1 163	1 006	741

Annexe aux comptes consolidés

Faits caractéristiques de l'exercice

1. Nomination du nouveau Président

Lors des assemblées et des conseils d'administration des principales sociétés du groupe IEC du 31 janvier 2003, Monsieur Alain COTTE a été nommé Président Directeur Général en remplacement de Monsieur Claude TURPIN.

2. Réduction du capital par voie d'absorption des pertes

L'assemblée générale extraordinaire de la société IEC Professionnel Média du 22 avril 2003 a décidé de réduire le capital social d'un montant de 2 014 357,88 euro, ramenant le capital de 3 733 931,68 euro à 1 719 573,80 euro par voie d'absorption des pertes. Cette réduction de capital social a été opérée par voie de réduction de la valeur nominale de l'action de 1,52 euro à 0,70 euro.

3. Application de l'accord de rééchelonnement

En application de l'accord de rééchelonnement des dettes bancaires et fournisseurs intervenu au cours du premier trimestre 2002, le groupe IEC a procédé au 30 juin 2003 au remboursement de la première semestrialité tel que prévu.

4. Augmentations de capital

La même assemblée générale a donné délégation au conseil d'administration pour l'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et a ouvert la voie à la réalisation des augmentations de capital qui a été constatée définitivement le 10 septembre 2003.

Dans sa réunion du 10 septembre 2003, le Conseil d'Administration a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription du montant maximum de 3 991 858 € décrite dans le prospectus visé par la Commission des Opérations de Bourse le 31 juillet 2003 sous le n° 03-725, et, en conséquence, le caractère définitif des apports en nature et des augmentations de capital les rémunérant, tels que décrits dans le document enregistré par la Commission des Opérations de Bourse sous le n° E.03-158 le 17 juillet 2003 et approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 2003.

Le montant total de ces augmentations de capital s'élève à 6 541 426 € (primes d'émission incluses), correspondant à l'émission de 6 541 426 actions nouvelles. Le capital est désormais composé de 8 997 960 actions de 0,70 € de valeur nominale chacune.

Outre le renforcement de ses fonds propres décrit ci-dessus, ces opérations vont permettre au groupe IEC :

- De diminuer sa dette (poste « autres dettes » au passif du bilan) de 1 492 060 euro, suite à l'apport de créances de 1.268.000 et de constater un profit exceptionnel consolidé de 224.060 euro.
- De prendre une participation de 28 % dans la société Cap Ciné qui est aujourd'hui l'un des principaux loueurs de matériel de post-production audiovisuelle en France.

Ces opérations seront comptabilisées dans les comptes du 31 décembre 2003.

Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

1. Généralités

1.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

1.2. Date de clôture

La date de clôture d'exercice de l'ensemble des sociétés du groupe est le 31 décembre.
La durée de l'exercice est de 12 mois pour chacune des sociétés consolidées.

1.3. Conversion des états financiers en devises étrangères

L'ensemble des sociétés du groupe présente des comptes établis en EURO.

1.4. Modalités de détermination du résultat par action

Le résultat par action a été calculé en application de l'avis n° 27 de l' OEC.
Dans la mesure où le résultat de base est négatif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base

2. Modalités de consolidation

2.1. Référentiel

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes consolidés définis par la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, par le décret n° 86-221 du 17 février 1986 et du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

2.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation au 30/6/2003 :

Sociétés	Adresses	N° de Siren	% intérêts
• IEC Professionnel Média	13, 15 rue Louis Kérautret Botmel 35000 Rennes	382 574 739	100,00
• C2M-Intelware	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	334 356 862	100,00
• Systea	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	381 700 525	99,68
• SA I.E.C.	13, 15 rue Louis Kérautret Botmel 35000 Rennes	350 093 704	99,98
• GIE IEC Management	13-15, rue Louis Kérautret Botmel 35000 Rennes	434 524 419	99,99

• Vidéo I.E.C. Espana L.S.	Alberto Alcocer n° 45 28036 Madrid		60,00
• S.C.I. Lisa	ZAC du Bois de l'Arsot 90300 Valdoie	381 443 639	98,98
• S.C.I. La Montjoie	Immeuble Gutenberg Bât D 93250 Saint Denis	393 163 522	99,98
• STARLINE	27/41, boulevard Louise Michel Gennevilliers Cedex	420 638 967	100,00

Toutes les sociétés ont été consolidées par intégration globale.

Aucune société n'est sortie du périmètre au 1er semestre 2003. Par contre les sociétés suivantes ont fusionné avec la SA IEC : SCI PAPIN et SCI AUREBOUD

2.3. Détermination des écarts d'acquisition

2.3.1. Détermination - Valeur d'entrée des actifs et passifs

L'écart de première consolidation constaté à l'occasion d'une prise de participation, (différence entre le prix d'acquisition et la quote part de capitaux propres retraités de la société à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation) est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie résiduelle non affectée étant portée, soit à la rubrique « écart d'acquisition » à l'actif du bilan, soit en « provision pour risque ».

2.3.2. Modalités d'amortissement

Les écarts d'acquisitions sont amortis sur 10 ans à l'exception de l'écart concernant Vidéo I.E.C. Espana L.S. qui a été amorti sur 5 ans.

3. Principales Méthodes d'évaluation :

3.1. Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce sont inscrits à l'actif pour leur coût d'acquisition. Ils ne font pas l'objet d'un amortissement. Lorsque la valeur vénale est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur inscrite au bilan, une provision pour dépréciation est constituée.

Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur 1 an.

Les frais de recherche et développement concernent le développement de nouveaux produits numériques. Ces produits n'ayant pas été mis sur le marché ni en 2000, ni en 2001, ni en 2002, ni au 1er semestre 2003, les frais ont été totalement amortis.

Les frais d'établissement sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique prévue.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

CONSTRUCTIONS	15-20 ans
MATERIEL ET OUTILLAGE	1-5 ans
MATERIEL DE TRANSPORT	2-5 ans

MOBILIER DE BUREAU	2-10 ans
MATERIEL DE BUREAU	2-8 ans
INSTALLATIONS GENERALES	2-10 ans

Le parc de matériel destiné à la location est en immobilisations.

Immobilisations financées en crédit bail :

Les contrats de crédit bail correspondant à des financements d'acquisitions sont retraités pour montrer à l'actif l'immobilisation concernée et au passif le solde des échéances restant à payer.

3.3 Stocks

Il s'agit de stocks de marchandises et de pièces détachées destinées à la vente.

Les marchandises neuves sont évaluées selon la méthode FIFO.

Les marchandises d'occasion sont évaluées au prix d'achat augmenté des frais de remise en état.

Pour le stock de marchandises, une provision pour dépréciation, évaluée article par article, est constituée en tenant compte des perspectives commerciales (notamment pour tenir compte des prix de vente sur le marché).

Pour les autres articles, elle est calculée en fonction de règles statistiques.

3.4 Créances

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sont sorties du bilan.

Les créances non réglées aux dates d'échéances prévues ou faisant l'objet de litiges sont provisionnées comme suit :

Une provision pour créances douteuses est constituée sur l'ensemble des dossiers remis au contentieux, ainsi que sur ceux des sociétés en liquidation de biens ou en redressement judiciaire.

Pour les autres dossiers, il est également constitué une provision pour créances douteuses à hauteur de 100 % sur les créances échues à plus de 120 jours et à 50 % sur les créances échues à plus de 90 jours.

3.5 Résultat courant et résultat exceptionnel

En 2002, la définition du résultat courant et du résultat exceptionnel correspond aux recommandations de la COB à savoir: « la notion du résultat imputable aux activités ordinaires et des éléments extraordinaires ».

3.6 Application du règlement CRC n° 2000-06

Les provisions constituées à l'ouverture de l'exercice ont été examinées au regard du règlement CRC n° 2000-06. Aucune n'a donné lieu à un reclassement en capitaux propres.

Note.1 Immobilisations incorporelles et écart d'acquisition

- Immobilisations incorporelles (En K€).

Montants en milliers d'euros	31/12/2002	Augmentations	Diminutions	30/06/2003
Valeurs brutes				
Frais établissement	379	2		382
Frais de Recherche	227			227
Logiciels	267	6		273
Fonds commerciaux	648			648
Autres immos incorporelles	30		4	26
Sous-total	1 551	8	4	1 556
Amortissements				
Frais établissement	319	17		336
Frais de Recherche	227			227
Logiciels	257	17		274
Fonds commercial	518			518
Autres immos incorporelles	2		2	0
Sous-total	1 323	34	2	1355
Valeurs nettes	230			201

- Ecart d'acquisition (En K€).

Sociétés	Dates d'acquisition	31/12/2002	Augmentations	Diminutions	30/6/2003
Valeurs brutes					
SA IEC AVP	01/01/99	851			851
Vidéo I.E.C. Espana L.S.	01/01/96	94			94
C2M – INTELWARE	01/01/97	2 719			2 719
SYSTEA	01/01/97	337			337
STARLINE (1)	12/12/02	182			182
Sous total		4 183			4 183

1) date de prise de contrôle

Amortissements	Dates d'acquisition	31/12/2002	Augmentations	Diminutions	30/6/2003
Sociétés					
SA IEC AVP	01/01/99	300	46		346
Vidéo I.E.C. Espana L.S	01/01/96	94			94
C2M – INTELWARE	01/01/97	1 632	136		1 768
SYSTEA	01/01/97	337			337
STARLINE (1)	12/12/02		9		9
Sous total		2 363	191		2 554
Valeurs nettes		1820			1629

Note.2 Immobilisations corporelles

Montants en milliers d'euros	31/12/2002	Augmentations	Diminutions	30/06/2003
Valeurs brutes				
Terrains	22			22
Terrains en crédit-bail	69			69
Constructions	149			149
Constructions en crédit-bail	758			758
Matériel et Outillage	7712	916	1275	7353
Matériel et Outillage en crédit-bail	3167		242	2925
Autres Immobilisations corporelles	3040	74	30	3084
Autres Immo. Corpor. en crédit bail	50			50
Immobilisations en cours				
Sous-total	14968	990	1547	14411
Amortissements				
Constructions	77	6		83
Constructions en crédit-bail	255	19		274
Matériel et Outillage	5982	637	1453	5166
Matériel et Outillage en crédit-bail	2135	376	190	2321
Autres Immobilisations corporelles	1806	151	33	1925
Autres Immo. corpor. en crédit bail	32	6		38
Sous-total	10287	1195	1676	9808
Valeurs nettes	4681			4 603

Note.3 Immobilisations financières

Montants en milliers d'euros	31/12/2002	Augmentations	Diminutions	30/06/2003
Valeurs brutes				
Autres titres de participations	121			121
Autres titres immobilisés (SICAV)	967		579	388
Dépôts de garantie Contrat d'affacturage	983	1 907	2 381	509
Dépôt de garantie : Biens en location	277		34	243
Autres immo financières	203	6		209
Autres créances	22			22
Sous-total	2 573	1 913	2 994	1 492
Amortissements				
Autres titres de participations	118			118
Autres titres immobilisés (SICAV)				
Dépôts de garantie Contrat d'affacturage				
Dépôt de garantie : Biens en location	16			16
Autres immo financières	198			198
Autres créances	22			222
Sous-total	354			354
Valeurs nettes	2 220			1 138

Note.4 Capitaux propres et intérêts minoritaires

Montants en milliers d'euros	Groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31.12.2001	1 482	114	1 596
Auto contrôle	-12		-12
Divers	34		34
Augmentation de capital	1 553		1 553
Résultat de l' exercice 2002	- 1 976		- 1976
Capitaux propres au 31.12.2002	1 081	114	1 195
Résultat du 1 er semestre 2003	-3 561	-32	-2503
Capitaux propres au 30 06 2003	-2 480	82	- 2 398

Evolution du capital social

	Nbre d'actions	Nominal	Capital Social
Capital social au 31.12.2001	1 435 000	1.52 €	2 182 K€
Augmentation de capital	1 021 534	1.52 €	1 552 K€
Capital social au 31 12 .2002	2 456 534	1.52 €	3 734 K€
Réduction de capital		- 0.82 €	-2 014 K€
Capital social au 30 06 2003	2 456 534	0.70 €	1 720 K€

Note.5 Provision pour risques et charges

Montants en milliers d' euros	31/12/02	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	30/06/03
Provision pour garantie (1)	17	22		17	22
Provisions pour charges diverses	51	59	7	42	62
Provisions pour risques divers (2)	532	395			927
Provisions pour risques sur deux marchés clients	680		225	0	455
Provisions pour litiges fiscaux(3)	85				85
Provision sur Indemnité de départ à la retraite	32				32
Provisions pour perte de change	5	4	5		4
Provisions Dossiers prud'homaux en cours	526	79	51	29	525
Total provisions pour risques et charges	1929	559	288	88	2 112

(1) La provision pour garantie est destinée à couvrir les charges futures dans le cadre de la garantie accordée aux clients sur les marchandises vendues. Elle est calculée en appliquant un taux de charge attendu sur le chiffre d'affaires réalisé sur la période ouvrant des droits à garantie.

(2) La provision pour risques divers regroupe plusieurs éléments répartis dans plusieurs sociétés dont une provision pour contrôle fiscal et URSSAF en cours d' un montant de 260KE.

(3) La provision pour litiges fiscaux couvre en particulier un litige ancien avec l'administration fiscale en matière de TVA.

Note.6 Emprunts et dettes financières

Montants en milliers d'euro	Total	- 1 an	1 à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2942	924	2019
Intérêts courus sur dettes financières	35	35	
Emprunts et dettes financières divers	1390	1390	
Emprunt en crédit-bail	905	456	449
Concours bancaires courants	957	476	480
Total emprunts et dettes financières	6229	3281	2948

- Suite à l'accord de rééchelonnement conclu début 2002, 2 019 Euro d'emprunts et dettes auprès des établissements de crédit initialement dus à moins d'un an, ainsi que 480 Euro de concours bancaires courants, sont exigibles à plus d'un an.
- Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit pour le montant de 2 896 K euro font l'objet de sûretés réelles.

Montants en milliers d'euro	31/12/02	Nouveaux emprunts	Rembour- -sements	30/06/03
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3564		621	2942
Emprunts en crédit-bail	1291	(1) 94	480	905
Total emprunts	4855	94	1101	3847

(1) reclassement de l'emprunt en Crédit bail de l'Espagne

Note.7 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Montants en milliers d'euro	Total	- 1 an	1 à 5 ans
Fournisseurs	12 138	5 386	6 752

- Suite à l'accord de rééchelonnement conclu début 2002, 6 752 K€ de dettes fournisseurs sont exigibles à plus d'un an

Montants en milliers d'euro	30/06/03	30/06/02	2002
Fournisseurs	12 138	13 513	12 564

Note.8 Autres Dettes

Montants en milliers d'euro	30/06/03	30/06/02	2002
Dettes fiscales et sociales	3 791	4 851	3927
Autres dettes et comptes de régularisation (1)	2 027	795	2335
	5 818	5 646	6262

(1) dont 1283 KE de dettes moratoriées avec une partie à plus d'un an de 898 KE

Note.9 Ventilation du chiffre d'affaires

Montants en milliers d'euro	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2002	2 002
Conception et Intégration de solutions audiovisuelles	15 434	18 372	39342
Services à valeur ajoutée (Prestation, Location, SAV, Maintenance)	7 114	7 801	14187
Importation et distribution de matériel de diffusion	5 162	6 621	11717
	27 709	32 795	65246

Note.10 Autres produits d'exploitation

Montants en milliers d'euro	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2002	2002
Reprises provisions dépréciation stocks	409	207	800
Reprises provisions dépréciation clients	585	491	635
Reprise provision pour risque clients correspondant à dotation aux provision pour dépréciation comptes clients		1 416	1 541
Reprise provision pour risque clients devenue sans objet		191	352
Reprises provisions pour risques marchés clients	225		
Reprise provision garantie clients	17		
Reprise provision restructuration		227	239
Reprise provision litige Prud'hommes	80	141	231
Reprise provision pour Dépôt de garantie		87	87
Reprises risques fiscaux		124	124
Reprises diverses	46	270	310
Clients créditeurs ASV			287
Fournisseurs débiteurs ASVb			96
Cession matériel de location		665	
Autres produits	13	32	54
Total	1375	3 851	4 756

NOTE.11 Personnel

	30/06/2003	30/6/2002	31/12/2002
Cadres	89	91	87
Employés	173	212	198
Effectif moyen	262	303	285

- Une provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée à hauteur de 32 K€ au 30/06/03. Elle est calculée sur l'ensemble du personnel en tenant compte des probabilités de départ en retraite au sein de l'entreprise.

Note.12 Correction d'erreur

Un dysfonctionnement dans l'enregistrement comptable des sorties de stock est intervenu en décembre 2002. Ce dysfonctionnement a été mis à jour au cours du mois d'octobre 2003 et la correction d'inventaire qu'il a entraîné, a eu pour conséquence une augmentation de 1 090 milliers d'euros des charges d'exploitation sur le premier semestre de l'exercice 2003.

Note.13 Résultat financier

Montants en milliers d'euros	30/6/2003	30/6/2002	31/12/2002
Charges			
Commissions d' Affacturage	140	179	326
Frais financiers s/Emprunt	73	65	121
Frais financiers sur Crédit Bail	41	72	143
Escomptes accordés	5		27
Frais financiers CT Autres	63	31	163
Dotations provision	4		92
Différence de change	4	2	4
Total Charges	330	349	876
Produits			
Commissions d'affacturage	3		7
Escomptes obtenus	78		157
Produits financiers CT Autres	31	17	60
Reprise provision	5	30	133
Change	1		
Total produits	117	47	357
Résultat financier	-213	-302	-518

Note.14 Produits et charges exceptionnels

Montants en milliers d'euros	30/6/2003	30/6/2002	31/12/2002
Charges exceptionnelles			
Cessions immobilisations		55	283
Divers exceptionnels	19	50	79
Exceptionnel sur exercices antérieurs	106	195	407
Total Charges exceptionnelles	125	300	769
Produits exceptionnels			
Résultat de fusion IEC MANAGEMENT			22
Résultat de fusion EUROMEDIA			85
Cessions immobilisations	7	61	301
Divers exceptionnels	6	72	61
Reprise provision garantie clients		534	534
Reprise provision pour litiges			203
Reprise provision pour litige fiscal			85
Exceptionnel sur exercices antérieurs	98	187	294
Total produits exceptionnels	111	854	1 585
Résultat exceptionnel	- 14	554	817

Note.15 Impôts

Par mesure de prudence, la société n'a pas procédé à l'activation des déficits dont elle disposait. Dans ce contexte, il n'est pas paru nécessaire de procéder au calcul du résultat fiscal.

Note.16 Engagements

Montants en milliers d'euros	30/06/2003	30/06/2002	2002
Effets escomptés non échus		210	0

Rapport d'activité

1. Commentaires sur les données chiffrées du 1er semestre 2003

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2003 s'établit à 27,7 M€ contre 32,8 M€ pour la même période de 2002, soit une baisse de 15,5%. Cette diminution est de l'ordre de 10 % par rapport au budget.

Cette baisse d'activité se situe toutefois dans la tendance du marché.

La marge sur achats consommés et autres charges externes ressort à 24,6 %, contre 24,8 % au premier semestre 2002. Elle est stable par rapport au premier semestre 2002. L'effort sur les marges entrepris en 2001 a été maintenu.

Par rapport à l'année précédente, la masse salariale est en diminution de 452 K€. Le groupe IEC a privilégié au cours de ce semestre la mise en place des hommes et de l'organisation qui vont permettre le retour à la croissance, plutôt que la recherche d'économies à court terme

Cet effort d'investissement s'est élevé à 700 K€.

Les dotations aux amortissements et provisions diminuent en apparence de 1 417 K€. Au premier semestre 2002, l'effort de provisionnement des comptes clients s'est élevé à 1 417 K€ et simultanément des reprises de provisions d'un montant identique ont été inscrites au poste « autres produits d'exploitation ». Les dotations aux amortissements sont en diminution de 307 K€ par rapport au premier semestre 2002 et s'élèvent à 1 196 K€. Cette baisse est compensée en grande partie par la constitution de provisions pour risques.

Un dysfonctionnement dans l'enregistrement comptable des sorties de stock est intervenu en décembre 2002. Ce dysfonctionnement a été mis à jour au cours du mois d'octobre 2003 et la correction d'inventaire qu'il a entraîné, a eu pour conséquence une augmentation de 1 090 milliers d'euros des charges d'exploitation sur le premier semestre de l'exercice 2003.

La baisse du résultat d'exploitation s'explique ainsi principalement, en dehors de la correction mentionnée ci-dessus, d'une part, par le manque d'activité et d'autre part, par l'effort d'investissement commercial réalisé au cours du semestre..

Le résultat financier poursuit son amélioration (+ 88 K€). La maîtrise des besoins en fonds de roulement a permis de maintenir la trésorerie malgré la détérioration du résultat.

Après résultat exceptionnel, impôts sur les sociétés et amortissement des survaleurs, le résultat net, part du groupe, s'établit à une perte de 3 561 K€.

2. Perspectives pour le second semestre 2003

Sur les 3 derniers mois connus de 2003 (juin, juillet et août), le chiffre d'affaires réalisé est au même niveau que l'année précédente. Compte tenu du rythme de prise de commandes actuel et si les premiers effets de la nouvelle organisation commerciale et marketing se poursuivent, le chiffre d'affaires du second semestre 2003 pourrait être au moins identique à celui du même semestre de l'année précédente.

L'augmentation de capital en numéraire de 3 991 858 € va permettre de financer :

- Le remboursement de l'avance consentie par la société Qual Tech afin de permettre à la société IEC Professionnel Média de rembourser la première échéance de l'accord de rééchelonnement fixée au 30 juin 2003 ;
- Le paiement de l'échéance du 31 décembre 2003 de l'accord de rééchelonnement et la constitution d'une réserve de trésorerie pour une partie des remboursements suivants ;
- L'augmentation du besoin en fonds de roulement du fait de la croissance attendue de l'activité. L'augmentation du BFR sera toutefois faible du fait du financement par le factor du poste clients et de l'amélioration du crédit fournisseur induite par l'augmentation de capital ;
- Le complément d'investissements nécessaire à un retour à un niveau normal de ceux-ci.

Le deuxième semestre 2003 devrait également voir se concrétiser les effets des synergies du rapprochement avec la société Cap Ciné.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2003

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société IEC Professionnel Media, établis en euros, relatifs à la période de 6 mois arrêtée le 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation à la fin de cette période.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 12 de l'annexe qui expose l'incidence sur les comptes semestriels consolidés d'un dysfonctionnement dans l'enregistrement comptable des sorties de stocks mis à jour en octobre 2003.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Rennes et à Paris, le 28 octobre 2003

Les commissaires aux comptes

Audit Consultants

PricewaterhouseCoopers Audit

Michel Hardy

Jacques Lévi



Société Anonyme au capital de 6 298 572 euro
RCS Rennes B 382 574 739 - APE 671 C
13/15 rue Kerautret Botmel – 35000 Rennes
Téléphone 02 23 35 57 57 - Télécopie 02 23 35 56 61
www.iec-asv.com

|